

CRIMINELLES HORS NORMES

public contre Chouaïb Oultache

Cette terminologie est contestable. En droit, en effet, les notions de «pouvoir absolu» et de «plein pouvoir» renvoient l'une et l'autre à des concepts différents et distincts. Qui plus est, ils sont lourdement chargés d'une connotation autoritaire et arbitraire. L'alinéa 3° et dernier du nouvel article 286 continue à faire référence au

ce. Le président se doit de diriger les débats sans chercher à influencer les autres membres du tribunal. Il doit se garder de toute déclaration populiste ou démagogique, de ne manifester aucune opinion personnelle sur la culpabilité de l'accusé. Il serait catastrophique pour la crédibilité et l'honneur de la justice que l'in-

En vertu du pouvoir de direction que la loi lui confère, le président du tribunal organise le plan des débats, fixe l'ordre des interrogatoires des accusés, arrête l'ordre des auditions des parties civiles et des témoins, ainsi que l'ordre d'intervention des experts. C'est le président qui procède, directement, aux interrogatoires des accusés, aux auditions des témoins, des experts et des parties civiles. C'est lui et seulement lui qui apprécie s'il faut procéder à des confrontations.

pouvoir discrétionnaire du président du tribunal criminel, mais il en a, me semble-t-il, réduit drastiquement la portée. Examinons ces trois pouvoirs.

A- La police de l'audience

Le pouvoir de police dont est investi le président lui permet de prendre les mesures utiles ou nécessaires pour assurer l'ordre, la sécurité et le calme des débats à l'intérieur de la salle d'audience et, le cas échéant, dans l'environnement immédiat du prétoire.

En vertu de ce pouvoir et à cette fin, il peut requérir le concours de la force publique. Il peut enjoindre aux personnes qui troublent l'audience de sortir, et si elles résistent à ses injonctions ou créent du tumulte ou du trouble, il peut donner l'ordre à la police de les faire évacuer par la force.

Il est alors procédé conformément aux articles 295 et 296 du CPP : cela signifie que les récalcitrants et les auteurs des troubles peuvent être arrêtés et condamnés. Le président a aussi la faculté, si le trouble causé est assez grave, de faire évacuer tout le public, sans toutefois violer le principe de la publicité des débats.

Il doit donc faire admettre un public plus calme et moins nombreux et ordonner que les portes de la salle d'audience restent symboliquement ouvertes même au cas où les gardes sont invités à limiter les entrées. Mais le pouvoir de police de l'audience ne saurait en aucun cas être un moyen détourné de violer le principe essentiel de la publicité des débats.

B- La direction des débats

En vertu du pouvoir de direction que la loi lui confère, le président du tribunal organise le plan des débats, fixe l'ordre des interrogatoires des accusés, arrête l'ordre des auditions des parties civiles et des témoins, ainsi que l'ordre d'intervention des experts. C'est le président qui procède, directement, aux interrogatoires des accusés, aux auditions des témoins, des experts et des parties civiles. C'est lui et seulement lui qui apprécie s'il faut procéder à des confrontations. C'est par son intermédiaire que les avocats s'adressent aux accusés, aux témoins, aux experts et autres parties au procès.

Le représentant du ministère public ne peut s'adresser à l'accusé et aux témoins, qu'après accord du président. Ce dernier doit bien évidemment veiller à ce que les propos des uns et des autres ne compromettent pas la dignité des débats, que chacun reste dans la limite de la décence et que tous observent le respect dû à la justi-

terrogatoire de l'accusé se transforme en un combat — forcément inégal et asymétrique — entre le président et l'accusé. Le président doit se garder, lors des interrogatoires et auditions, d'invectiver ceux à qui il s'adresse. Il est essentiel qu'il demeure à égale distance entre la défense d'un côté et l'accusation de l'autre et plus particulièrement respecter l'obligation d'impartialité à laquelle il est tenu par obligation professionnelle et par éthique.

Il convient que le président du tribunal ne perde jamais de vue, qu'instruire l'affaire et diriger les débats à l'audience, ce n'est pas la juger : il ne la jugera qu'avec

De tous les développements qui précèdent, on doit tirer la conclusion que la crédibilité de la justice et la considération due au corps judiciaire dépendent, pour une grande part, de la sérénité et de la dignité avec lesquelles les présidents des tribunaux criminels doivent tenir et conduire les débats. Le premier des devoirs de tout président de tribunal criminel est l'impartialité. L'instruction à l'audience n'est pas un réquisitoire.

ses assesseurs et les jurés, une fois que les débats ont été déclarés clos, que la lecture des questions aura été effectuée, que le contenu de l'instruction prévue par l'article 307 du CPP aura été lu aux membres du tribunal et que le tribunal se soit retiré dans la salle des délibérations. C'est dire combien le président du tribunal doit être attentif à ne rien dire qui trahisse son parti pris. C'est dire aussi combien est délicate la tâche du président du tribunal criminel.

C- Le pouvoir discrétionnaire

Le pouvoir discrétionnaire du président n'est ni «plein ni absolu», contrairement, me semble-t-il, à ce qui est écrit dans l'article 286 du CPP, versions arabe et française, de l'édition ONTE 2005.

Pouvoir discrétionnaire ne veut pas dire «pouvoir arbitraire». C'est un pouvoir général. Il laisse à la libre appréciation du président. Il peut y recourir, mais personne ne peut le contraindre à y recourir.

Il consiste, par exemple, dans la possibilité donnée au président de convoquer et de faire conduire par la force un individu non cité à comparaître comme témoin, pour l'entendre en audience, sur des faits dont la connaissance est essentielle, pour l'information complète du tribunal, ou la découverte de la vérité ou pour faire mettre fin aux rumeurs colportées en relation avec l'affaire jugée. Le témoin ainsi convoqué par le président est entendu à titre de simple renseignements et est dispensé de

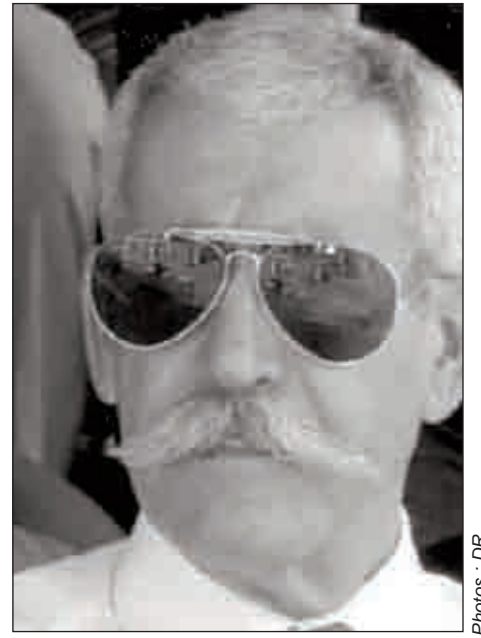


Ali Tounsi.

la prestation de serment.

En vertu de son pouvoir discrétionnaire, le président peut faire donner lecture par un témoin d'une lettre dont il est fait état à l'audience.

C'est encore en vertu de ce pouvoir qu'il peut ordonner la lecture du procès-verbal d'audition d'un témoin qui n'a pu venir à l'audience... Dans un livre intitulé *La pratique de la Cour d'assises*⁽⁹⁾, un haut magistrat français, qui a servi à Alger au titre de la coopération technique jusqu'en 1968, résume le contenu et la portée de ce pou-



Chouaïb Oultache.

Photos : DR

mais il doit s'arrêter là où il rencontre une prohibition formelle ou là où expire sa compétence ;

- la limite qui le circonscrit de toutes parts n'est autre que l'ensemble des dispositions légales qui interdisent certains actes ou créent d'autres droits et d'autres compétences.»

Conclusion

De tous les développements qui précèdent, on doit tirer la conclusion que la crédibilité de la justice et la considération due au corps judiciaire dépendent, pour une grande part, de la sérénité et de la dignité avec lesquelles les présidents des tribunaux criminels doivent tenir et conduire les débats. Le premier des devoirs de tout président de tribunal criminel est l'impartialité. L'instruction à l'audience n'est pas un réquisitoire. Le prétoire n'est pas une arène et le président n'est pas là pour harceler ou insulter l'accusé et moins encore le faire taire. Le droit de l'accusé de se défendre implique un minimum de liberté d'expression.

Z. S.

2) Analyse et commentaire du code de procédure pénale, de F. Brouchet, J. Gazier, J. Brouchet.

3) La pratique de la Cour d'assises de René Faberon. Imprimerie officielle - Alger.

Publicité